

Heurs et malheurs de la délégation des services d'eau et d'assainissement à des grands groupes privés en PED. Exemples de l'Argentine et de la Bolivie dans les années 2000

Bernard de Gouvello
CSTB/LEESU

21 Avril 2020

B. de Gouvello

1

Plan de la séance

- *Les différents modes de gestion des services d'eau et d'assainissement*
 1. Développement et déclin de la privatisation des services d'eau et d'assainissement: le cas emblématique de l'Argentine
 2. La concession Aguas Argentinas (Buenos Aires): de l'engouement au rejet de l'acteur privé
 3. La privatisation comme source de conflit: le cas de la « guerre de l'eau » de Cochabamba (Bolivie)
 4. L'échec des contrats: entre facteurs exogènes et facteurs endogènes (Argentine et Bolivie)

21 Avril 2020

B. de Gouvello

2

Les différents modes de gestion des services d'eau et d'assainissement

- Le(s) modèle(s) public(s):
 - La régie publique (40% de la pop. Française)
 - Les SEM ou Stadtwerke (cas allemand)
- La délégation de services publics
 - Gérance
 - Régie intéressée
 - Affermage
 - Concession
- Le modèle privé *stricto sensu* (cas du Royaume Uni)
Entreprises privées + Organismes de régulation

21 Avril 2020

B. de Gouvello

3

1. Développement et déclin de la privatisation des services d'eau et d'assainissement: le cas emblématique de l'Argentine (1990-2005)

21 Avril 2020

B. de Gouvello

4

Argentine



Repères géographiques

- 3.800 km de long (tropical à subpolaire)
- 2,8 millions de km² (5 X la France)
- 44,3 millions d'habitants (2017)
 - concentration à Buenos Aires
- **Grand Buenos Aires = 13 M Hbts**
- IDH = 0,827 (2016, 45^{ème}) [France: 0,901, 36^{ème}]

Repères politiques

- Etat fédéral créé en 1810
- 23 provinces (dont CF)
- Démocratie (retour en 1983)
- Présidents:
 - Raúl Alfonsín (1983-1989)
 - **Hyperinflation (+ 3000% en 1989)**
 - Carlos Menem (1989-1999)
 - Fernando de la Rúa (1999-2001)
 - **Crise économique majeure 2001-2002** (Succession de présidents par intermittence)
 - Néstor Kirchner (2003-2007)
 - Christina Kirchner (2007-2015)
 - Mauricio Macri (2015 -)

21 Avril 2020

B. de Gouvello

5

Engouement et déclin de la gestion privée

- 1^{ère} expérience: 1991 dans la province de Corrientes → coup d'essai
- Le tournant: 1993 Buenos Aires
- Diffusion à l'intérieur du pays (tableau)
- 1^{ère} crise: Tucuman (1997-1998), puis Azurix (2001)
- Fin 2001- début 2002: crise économique argentine
 - Fin de la parité dollar-peso
 - Renégociation obligatoire de tous les contrats
- Retrait progressif de la quasi-totalité des opérateurs internationaux

21 Avril 2020

B. de Gouvello

6

Cours master SGE SAGE – Eau et assainissement dans les pays en développement

Consortium	Région géographique	Opérateur international	Début concession	Fin de concession	Durée (années/mois)
<i>Aguas Argentinas S.A.</i>	Capital Federal y 17 partidos de Buenos Aires	Lyonnaise des Eaux (France)	Mai 1993	Mars 2006	12 / 10
<i>Aguas Cordobesas S.A. (*)</i>	Ville de Córdoba	Lyonnaise des Eaux (France)	Mai 1997	Décembre 2006	9 / 7
<i>Aguas del Aconquija S.A.</i>	Province de Tucumán	Compagnie Générale des Eaux (France)	Juillet 1995	Octobre 1998	3 / 3
<i>Aguas Provinciales de Santa Fe S.A.</i>	Province de Santa Fe	Lyonnaise des Eaux	Décembre 95	Février 2006	10 / 2
<i>OSM S.A.</i>	Province de Mendoza	<i>SAUR (France)</i>	Juin 1998	-	-
<i>Azurix Buenos Aires S.A.</i>	Province de Buenos Aires	Azurix (Etats-Unis)	Juin 1999	Mars 2002	2 / 8

(*) : A Córdoba, seul le service d'eau a été concédé à *Aguas Cordobesas S.A.*

Tableau 1: Principales concessions des services d'eau et d'assainissement réalisées en Argentine

(source: de Gouvello et al., 2010)

21 Avril 2020

B. de Gouvello

7

Cours master SGE SAGE – Eau et assainissement dans les pays en développement

Table 2. Evolution of the main operators of water and sewerage services within Argentina.

Province name ¹	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	Request of ICSID Arbitration					
C.F. + Buenos Aires (BAMR)	F-SOC									IC											F-SOSC	Yes				
Buenos Aires (Mar del Plata)											m-SOC												-			
Buenos Aires (other cities)			SOC								IC											SOSC	Yes			
Córdoba (capital)			SOC								IC											Ren. Cont.	Yes*			
Santa Fe		SOC									IC											SOSC	Yes			
Mendoza			SOC										IC									Int	SOSC	Yes		
Tucumán			SOC			IC								SOSC									Yes			
Salta			SOC																				-			
Misiones (Posadas)			SOC										NC										SOSC	-		
Corrientes								NC															Ren. Cont.	No		
Santiago del Estero			SOC												NC									-		
Jujuy		SOC																					SOSC	-		
Río Negro				SOC																				SOSC	-	
Formosa			SOC																					-		
Catamarca				SOC																				SOSC	No	
La Rioja			SOC																					Int	SOSC	-
La Pampa (Santa Rosa)																								m-SOC	-	
Entre Ríos (Paraná)																								m-SOC	-	
Chaco																								SOC	-	
San Juan																								SOC	-	
San Luis (capital)																								m-SOC	-	
Neuquén																								SOC	-	
Santa Cruz																								SOC	-	
Tierra del Fuego																								SOC	-	
Chubut (main cities)																								cooperatives (at municipal level)	-	

SOC: provincial state-owned company or administration
m-SOC: municipal state-owned company
F-SOC: federal state-owned company
IC: international consortium
NC: national consortium
MC: management contract
SOSC: provincial state-owned stock company (10% of stocks belong to workers)
F-SOSC: federal state-owned stock company (10% of stocks belong to workers)
Ren. Cont.: renegotiated contract
Int: "Intervención" (transitory direct administration by the provincial government)

21 Avril 2020

B. de Gouvello

8

2. La concession Aguas Argentinas (Buenos Aires): de l'engouement au rejet de l'acteur privé

21 Avril 2020

B. de Gouvello

9

Buenos Aires: le « modèle de référence »

- 1ère délégation au privé d'envergure
 - Contrat de 30 ans
 - 8 millions d'habitants
 - Métropole et capitale
 - Appel d'offres international
- Un modèle « hybride » des « modèles français et anglais ».
 - Le recours à la concession → modèle français
 - Le recours à la régulation → modèle anglais
- Configuration
 - Opérateur: consortium international mené par la Lyonnaise des Eaux
 - Régulateur: ETOSS (Ente Tripartito de Obras Sanitarias)
 - Plan de développement des services sur 30 ans (révision quinquennale)

21 Avril 2020

B. de Gouvello

10

1. Antécédents et signature du contrat (→ 04/93) [1/3]

- Contexte et objectifs
 - OSN: une entreprise modèle en déliquescence
 - Créée en 1912 pour développer les services dans les villes
 - Logique de travaux subventionnés par l'Etat
 - Entrée en crise à partir des années 1960 (baisse des financements publics)
 - 1980: décentralisation → réduction du rayon d'action à Buenos Aires et aux alentours (13 *partidos*)
 - 1991: territoire de 8,6 millions d'habitants
 - Desserte eau: 6 millions, Desserte assainissement: 5 millions
 - Forte inégalité entre Buenos Aires CF (100% de desserte) et le GBA (53% EP/35% égouts)
 - Arrivée de Menem (1989)
 - convertibilité (1991→)
 - vaste programme de privatisations tacitement accepté par la population
- 3 objectifs assignés à la « privatisation » de OSN
 1. remettre à niveau les services
 2. étendre les services en périphérie
 3. Améliorer la productivité de l'entreprise

21 Avril 2020

B. de Gouvello

13

1. Antécédents et signature du contrat (→ 04/93) [2/3]

- L'appel d'offres (Côté Etat)
 - Objectif: Attirer les entreprises spécialistes de l'eau
 - 4 hausses tarifaire entre février 1991 et avril 1993 (105%)
 - Création d'une commission de suivi ad hoc
 - Appui de Halcrow
 - Représentants de OSN, syndicats, ministère, assemblée
 - Formule retenue: concession longue durée + régulation indépendante
 - Procédure en 3 temps:
 1. Invitation à déclaration d'intérêt
 2. Pré-qualification → constitution d'une short list
 3. Réponse en deux volets:
 - a) Proposition technique
 - b) Proposition financière: le facteur K
 - Succès de l'opération: choix d'un consortium international parmi trois: victoire très serrée de *Aguas Argentinas*

21 Avril 2020

B. de Gouvello

14

1. Antécédents et signature du contrat (→ 04/93) [3/3]

- L'appel d'offres (préparation par LDE-Dumez)
 - Une forte implication dans la préparation
 - Une équipe de 30 à 50 personnes à plein temps pendant 6 mois
 - Création d'un consortium avec partenaires locaux (SCP, Meller) grâce à Degremont et Dumez
 - Rapprochement CGE de LDE (comme actionnaire financier)
 - De nombreuses inconnues → logique de pari sur l'avenir
- Caractéristiques de la concession
 - Les acteurs de la concession
 - Etat
 - ETOSS
 - Aguas Argentinas
 - absence des usagers et des municipalités
 - Les principes
 - Concession de 30 ans organisés en périodes quinquennales
 - Régulation « indépendante »
 - Investissements nécessaires très importants → recours au marché international (près de 4 milliards de US\$ prévus dans l'offre remise)
 - Principe d'équilibre économique de la concession (le tarif doit permettre le remboursement des emprunts contractés et la juste rémunération de l'opérateur)
 - Des clauses de révision tarifaire spécifiques (révisions ordinaires → en fin de quinquennat ; révisions extraordinaires → changement de contexte économique)

21 Avril 2020

B. de Gouvello

15

2. Démarrage et ajustements (04/93 – 02/97) [1/3]

- Phase de prise en main (1^{ère} année)
 - Ressources humaines
 - l'effectif passe de 7.600 à **3.600** personnes
 - Travaux de remise en état
 - Maîtrise des usines d'eau potable
 - Réparation de 2.500 valves sur le réseau
 - Diagnostics de l'état des réseaux d'eau et d'assainissement
 - Appel d'offres pour les premières extensions des réseaux
 - Résultats probants
 - Premier été sans coupure → réussite technique et symbolique
 - Augmentation de la capacité de production d'eau potable de 20%
 - Réduction des temps d'intervention en cas de problème

21 Avril 2020

B. de Gouvello

16

2. Démarrage et ajustements (04/93 – 02/97) [2/3]

- Montée en puissance
 - Investissements massifs en travaux: plus de 780 millions sur la période 93-98
 - Grands ouvrages: Production eau potable (San Martin), stations de pompage (Wilde), Usine de traitement eaux usées (Sud-Oeste) et émissaires (3° Cloaca maxima)
 - Expansion massive
 - fin 1995: Eau: + 990.000 habitants ; Assainissement: + 675.000 habitants
 - Intégration de Quilmes en 1995 (+530.000 habitants)
 - Atteinte des objectifs de qualité de l'eau potable avant l'heure prévue
 - Structuration de l'entreprise
 - Création de 6 Unités Opérationnelles de Service + création d'un centre « d'attention à l'utilisateur »
 - Nouveau système de facturation et recouvrement en 1997
 - Mise en place d'un programme de formation

2. Démarrage et ajustements (04/93 – 02/97) [3/3]

- Montée en puissance
 - Augmentation des recettes
 - Renégociation tarifaire de **1994**
 - Actualisation de la base de données clientèle
 - Régularisation de 40.000 usagers « clandestins » et incorporation de 200.000 nouveaux usagers (1994)
 - Projet GIS
 - Connaissance du fonctionnement / ajustement réalité
 - Création de BDD (sur le milieu récepteur, la clientèle...)
 - Déphasage avec prévisions de l'offre
 - Réseaux plus dégradés que prévu
 - Consommation réelle sous-évaluée dans l'offre: 200 l/j/hab et non pas 500 l/j/hab
- Freins rencontrés
 - L'arrêt du programme de Compteurs en copropriété en 1995
 - Le problème du paiement des extensions

→ phase de renégociation majeure du contrat

3. Refonte en profondeur du contrat (02/97 – 12/01)

- Renégociation de 1997-1999
 - Contexte:
 - Intégration de nouvelles contraintes environnementales (MARPOL, Plan de Gestion Environnementale du Bassin Matanza-Riachuelo)
 - Problèmes rencontrés dans la mise en œuvre du *Cargo de Infraestructura*
 - Structuration des renégociations
 - Pilotage par l'Etat
 - ETOSS et associations non parties prenantes
 - 2 phases principales étendues sur plus de 2,5 ans
 - Phase 1 → Décret 1.167/97 (20 novembre 1997)
 - Elimination du CIC et introduction du CIS pour les nouveaux abonnés
 - Introduction du SU + MA pour tous les abonnés
 - Changement du Plan Directeur d'Egouts en Plan d'Assainissement Intégral supervisé par SRNyDS
 - Proposition de refonte globale du contrat à présenter par AASA intégrant les nouvelles contraintes et respectant le principe d'équilibre du contrat
 - Fin du PQN1 placée au 31/12/98
 - Phase 2 → Décret 1.369/99 (29 novembre 1999)
 - Validation du principe du EFNQ (Exposición Financiera Neta Quinquenal)
 - Modifications du régime de révision

21 Avril 2020

B. de Gouvello

19

3. Refonte en profondeur du contrat (02/97 – 12/01) [2/2]

- Elaboration du 2nd Plan Q^{nal} (1999-2003)
 - Structuration et calendrier
 - Mars 2000: proposition AASA de PMES et PQN2
 - Juin 2000: Audience Publique
 - Août 2000: convenio 311 - ETOSS, AASA,
 - insistance sur l'extension des égouts
 - Janvier 2001: accord
 - Accord
 - Investissements prévus de plus de 1 milliards de Ar\$ sur la période
 - Augmentation du coefficient K de 3,9% par an prévue pour 2001-2003

Fait marquant

Mi-1998: Sortie des actionnaires locaux (SCP, Meller-partiel), rachat des parts par Suez

21 Avril 2020

B. de Gouvello

20

4. Crise, négociations et ruptures (01/02 – 03/06) [1/2]

<http://www.youtube.com/watch?v=nLSRAM7s6Tk>

- Conséquences sur le contrat de la crise de 2001
 - Fin de la convertibilité
 - Loi d'urgence gelant les tarifs
 - Equilibre économique de la concession rompu brutalement (triplément de la dette exprimée en Ar\$)
- Stratégie de gestion de crise
 - Priorité à la continuité et qualité des services (arrêt investissements et *default*)
 - Mise en place d'une tarification sociale
 - Poursuite des extensions via le programme MPG
 - Double processus de renégociation: auprès des bailleurs et avec l'Argentine.
 - Déclenchement de la procédure CIRDI
- Renégociation des dettes auprès des bailleurs

21 Avril 2020

B. de Gouvello

21

4. Crise, négociations et ruptures (01/02 – 03/06) [2/2]

- Tentatives de renégociation du contrat
 - Négociations pour rétablir l'équilibre du contrat
 - Lente mise en place de la renégociation
 - Gouvernement et Commission de Renégociation instables → Avril 2003
 - 1^{ère} Proposition d'accord transitoire rejetée par AASA
 - UNIREN créée en juillet 2003 → double tutelle
 - Gouvernement Kirchner peu favorable + Rapport ETOSS
 - Accord transitoire de 2004
 - Impossibilité de parvenir à un accord définitif
- Résiliation du contrat
 - 09/05: Décision de résiliation de la part du CA de AASA
 - Négociations pour vendre les actifs de Suez, Agbar et AGW Ltd
 - 03/06: Résiliation pour faute du contrat par les autorités argentines. (Motif : taux de nitrates)

21 Avril 2020

B. de Gouvello

22

3. La privatisation comme source de conflit: le cas de la « guerre de l'eau » de Cochabamba (Bolivie)

http://www.dailymotion.com/video/xrpeup_the-corporation-la-guerre-de-l-eau_webcam

21 Avril 2020

B. de Gouvello

23

Bolivie



Repères géographiques

- 1,1 million de km²
- 10 millions d'habitants
- 3 villes principales:
 - Santa Cruz de la Sierra
 - La Paz
 - Cochabamba
- IDH: 0,693 (117^{ème})

Repères politiques

- 9 « départements »
- Régime démocratique (1982→)
- Présidents
 - Siles Zuazo (1982-85, 2^{ème})
- Hyperinflation en 1985: 23.000%**
- Paz Estenssoro (1985-89, 4^{ème})
- Paz Zamora (1989-93)
- Sanchez de Lozada (1993-97)
- Hugo Banzer (1997-2001, ex-D)
- Crise sociale et politique 2000-2005**
- **Evo Morales (1^{er} président d'origine indienne, depuis 2006)**

21 Avril 2020

B. de Gouvello

24

La « guerre de l'eau » à Cochabamba

- Situation des services avant la concession
- Historique de la concession organisé en 4 phases:
 - Définition de l'appel d'offres
 - Processus d'attribution du marché
 - Les caractéristiques initiales du contrat
 - La vie du contrat jusqu'à son annulation

21 Avril 2020

B. de Gouvello

25

Situation avant processus de concession

- Collectivité de 600 000 habitants
 - Forte croissance urbaine (exode rural de la vallée environnante)
 - Faiblesse des ressources en eau locales
- Eau:
 - réseau public: discontinuité et faible taux de desserte (54%)
 - nombreuses dessertes "alternatives" non contrôlées : mini-réseaux, puits privés, citernes alimentés par camions, vendeurs d'eau,...(40%)
- Assainissement:
 - moins de 50% de desserte
 - nombreuses fosses septiques non contrôlées
- Services eau et assainissement gérés par la SEMAPA
 - structure publique indépendante, majoritairement municipale
 - endettement progressif
 - investissements nécessaires de mise à niveau des réseaux (rénovation partielle et extension) : 100 millions de U\$S.

21 Avril 2020

B. de Gouvello

26

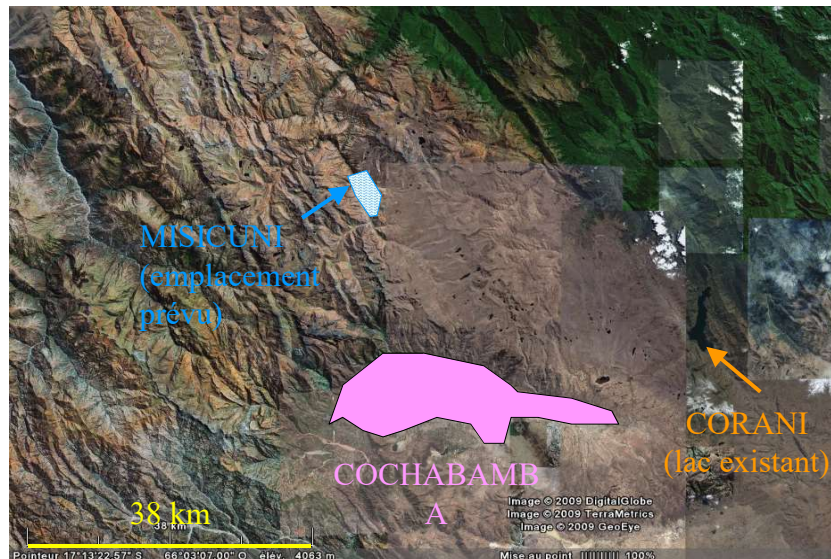
Décision de mise en délégation au privé

- **Exigence des instances internationales**
 - Prêt conditionné au recours au privé

- **Rendre possible le projet multiple Misicuni**
 - LA solution globale aux problèmes d'eau (potable, irrigation, hydroélectricité) de la région.
 - promise depuis 40 ans à la population locale.

1. La préparation de l'appel d'offres

- i. Premier essai avorté en 1997 (Gvt SDL)*
- Fin-1995: concessions domaine hydro-électrique, dont barrage CORANI à l'Est de Cochabamba
 - 1997: concession de La Paz (E&A, LDE)
 - Proposition du Gvt: déviation d'une conduite d'eau de CORANI pour alimenter Cochabamba
 - Projet plus modeste
 - Appui de la BM
 - Opposition de la population qui craint la non-réalisation du projet Misicuni
 - Changement de gouvernement (HB) et abandon du projet CORANI



21 Avril 2020

B. de Gouvello

29

1. La préparation de l'appel d'offres

ii. Appel d'offres de 1999

- Contrat préalable (fin 1997) Astaldi-ICE de perforation du tunnel de 19 km
- Contenu de l'appel d'offres: projet global Misicuni
 - - construction du barrage amont du projet MISICUNI ;
 - - construction de la chute d'eau forcée (pour la génération électrique) ;
 - - construction de la connexion d'une conduite entre la sortie de la chute d'eau forcée et les installations de traitement d'eau potable de la ville de Cochabamba ;
 - - opération et extension des services d'eau et d'assainissement

21 Avril 2020

B. de Gouvello

30

2. Le processus d'attribution du marché

- **Janvier 1999:** Mise en vente du cahier des charges.
- → une demi-douzaine d'acquéreurs

- **14 avril 1999:** Remise d'une seule offre Aguas del Tunari
- Consortium formé par:
 - IWL, société conjointe de Bechtel et Edison (USA)
 - Abengoa (Espagne)
 - ICE-Astaldi (déjà chargée de la perforation du tunnel)
 - 3 autres entreprises boliviennes→ Appel d'offres infructueux
→ Passage à une négociation de gré à gré avec AdT (refus d'organiser un nouvel appel d'offres)

- **3 septembre 1999:** Signature du contrat

3. Les caractéristiques du contrat

- Durée de la concession : **40 ans**
- Construction d'un **barrage** d'une hauteur de 95 m et la production de 40 MW d'électricité avant juillet 2002
 - *Obligation assujettie à:*
 - *l'obtention d'un crédit international*
 - *la finalisation du tunnel*
- Fourniture de 15 millions de m³ par an pour l'**irrigation** d'au moins 2.000 hectares, à un prix de 0.08 U\$S/m³
- **Extension** des réseaux d'eau potable et d'égouts avec objectif de couverture en 2004 de 96,5% et 91,4%
 - *Révisables (jusqu'à – 20%) si les « conditions ne s'avèrent pas favorables pour l'entreprise »*
- **Augmentation des tarifs** de 35% en moyenne prévus dès janvier 2000.

4. Vie du contrat: un début tumultueux

- **[Novembre 1999]**: création à Cochabamba de la *Coordinadora de Defensa del Agua* en réaction à:
 - loi 2029 qui dépossède les paysans d'un droit d'usage traditionnel gratuit]
 - augmentations annoncées
- **11 Janvier 2000**: 1ère manifestation et répression policière
- **Fin janvier**: distribution des premières factures
 - Augmentation jusqu'à 150% (re-catégorisation)
- **4 février – 5 février**: barrage et prise symbolique de la ville
 - répression policière (22 blessés, 135 arrestations)
 - Médiation de l'église et du défenseur du peuple
 - Suspension des augmentations et négociation avec participation de la Coordinadora.

21 Avril 2020

B. de Gouvello

33

4. Vie du contrat: la “guerre de l'eau”

- **4 avril**: la Coordinadora quitte les négociations et appelle à la “bataille finale” del Agua. Etat de siège: 1 mort
- → Radicalisation de la protestation
- **10 avril**: 50.000 personnes envahissent la place principale
- Le Gouvernement bolivien décrète l'annulation du contrat
- **14 avril**: reformation de la SEMAPA

21 Avril 2020

B. de Gouvello

34

3. L'échec des contrats: entre facteurs exogènes et facteurs endogènes (Argentine et Bolivie)

21 Avril 2020

B. de Gouvello

35

Les causes de l'échec

- Facteurs exogènes → liés au contexte
- Facteurs endogènes → liés au contrat

21 Avril 2020

B. de Gouvello

36

Facteurs exogènes

- Contexte macro-économique
- Pauvreté
- Qualité institutionnelle
- Instabilité politique
- Poids du secteur dans les priorités gouvernementales
- Absence de crédit à long terme au niveau local
- Influence des Médias
- Opinion publique
- Réorientation des stratégies des groupes
- Mécanisme de recours au CIRDI

21 Avril 2020

B. de Gouvello

37

Facteurs endogènes

- Préparation de l'offre
 - Qualité des études préliminaires
 - Absence d'expérience vs célérité des processus
 - A.O. favorisant les offres « agressives »
- Contrat et régulation
 - Ambition démesurée des plans d'investissement
 - « Mythe » de l'autofinancement
 - « Improvisation » de la régulation
 - Qualité des cadres de régulation
 - Naïveté des contrats / choc économique
 - Déficiences techniques des opérateurs (→ études)
 - Stratégie d'endettement des entreprises
 - Mauvaise communication des entreprises

21 Avril 2020

B. de Gouvello

38

Conclusion

- Une parenthèse fermée, mais des héritages
 - Fin des groupes internationaux, montée du privé local
 - Affaiblissement mais permanence de l'idée de régulation (révolution/ modèle OSN)
 - Plus de pragmatisme dans la gestion (fin du mythe de l'autofinancement)
- Un futur incertain
 - La formule « concession » n'est plus promue aujourd'hui par les instances internationales

Pour aller plus loin: bibliographie

- de Gouvello B., 2016, "Legitimacy in the test of time. Operating water in Buenos Aires" in Lorrain D., Poupeau F. (eds.), *Water Regimes. Beyond the public and private sector debate*, Routledge, pp. 57-72.
- de Gouvello B., 2014, La dé-légitimation d'un opérateur international. Retour sur la concession des services d'eau et d'assainissement de Buenos Aires, 1993-2006, *Actes de la recherche en Sciences Sociales* « De l'eau ! Pratiques, modèles, légitimités », n°203, juin 2014, pp. 17-29
- de Gouvello B., Lentini E. J., Brenner F., Changing paradigms in water and sanitation services in Argentina: towards a sustainable model?, *Water International*, Vol. 37, No. 2, March 2012, 91-106
- de Gouvello B., Lentini E.J., Schneier-Madanes G., « Que reste-t-il de la gestion privée de l'eau en Argentine ? Retour sur l'échec des délégations à des consortiums internationaux » in Schneier-Madanes G. (ed.), *L'eau mondialisée. La gouvernance en question*, Paris: La Découverte, 2010, pp. 157-178
- de Gouvello B., Fournier, J-M., "Résistances locales aux privatisations des services de l'eau. Les cas de Tucuman (Argentine) et Cochabamba (Bolivie)", *AUTREPART* n°21, 2002, pp. 69-82.
- de Gouvello B., *Les services d'eau et d'assainissement en Argentine à l'heure néolibérale. La mondialisation des "modèles" à l'épreuve du territoire*, Paris : L'Harmattan, 2001, 240 pages (collection "Villes et Entreprises")